



MARCHE PUBLIC DE SERVICES

PROCEDURE N°2025M001

PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES LOCAUX ET DE NETTOYAGE DES VITRERIES POUR CERTAINS SITES DE L'ARS NOUVELLE-AQUITAINE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C.C.A.P.)

Pouvoir adjudicateur :

Agence Régionale de Santé (ARS) de la région Nouvelle-Aquitaine

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Appel d'offres ouvert en application des articles L 2124-2, R 2124-2 et R 2162-2 à R 2161-5 du
Code de la commande publique.

MARCHE RESERVE POUR LES LOTS 1 A 7

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 : OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 : ALLOTISSEMENT	4
1.3 : FORME DU MARCHÉ	4
1.4 : DUREE DU MARCHÉ ET MODALITES DE RECONDUCTION	5
1.5 : PRESTATIONS SIMILAIRES	5
1.6 : CLAUSE DE REEXAMEN	6
1.6.1 : SANS QU'IL SOIT BESOIN DE L'ACTER CONTRACTUELLEMENT	6
1.6.2 : MODIFICATIONS DEVANT ETRE ACTEES CONTRACTUELLEMENT :	7
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	9
ARTICLE 3 : REPRISE DU PERSONNEL	10
ARTICLE 4 : DEVELOPPEMENT DURABLE - DEMARCHE SOCIO-RESPONSABLE	10
ARTICLE 5 : PRIX DU MARCHÉ	10
5.1 : FORME ET CARACTERE DES PRIX	10
5.2 : CONTENU DES PRIX	11
5.3 : REVISION DES PRIX	11
ARTICLE 6 : MODALITÉS DE COMMANDE ET DE RÈGLEMENT DES PRESTATIONS	12
6.1 : COMMANDES	12
6.2 : MODALITES DE REGLEMENT	13
6.2.1. DISPOSITIONS GENERALES	13
6.2.2. MODALITES DE FACTURATION	14
6.2.3. PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS	15
6.2.4. REGLEMENT EN CAS DE COTRAITANCE	15
6.2.5. AVANCE	16
6.2.6. MONNAIE	17
ARTICLE 7 : REGLES DE SOUS-TRAITANCE	17
ARTICLE 8 : ENGAGEMENTS ET RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE	18
8.1 : ENGAGEMENTS DU TITULAIRE	18
8.2 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE	18
8.3 : RESPONSABILITE DU TITULAIRE	18
8.4 : ASSURANCE	18
8.5 : LE PERSONNEL	19
8.6 : APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	19
ARTICLE 9 : SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHÉ	19
9.1 : CONTINUITE DU SERVICE	19
9.2 : INFORMATION SUR LE SUIVI DU MARCHÉ	20
9.3 : MODALITE GENERALES DE VERIFICATION – DECISIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR	20
9.3.1 : VERIFICATION	20
9.3.2 : ADMISSION	20
9.4 : REUNIONS ET RAPPORT D'EXECUTION DU MARCHÉ	20
ARTICLE 10 : PENALITES	21

10.1 : REGLES D'APPLICATION DES PENALITES.....	21
10.2 : TABLEAU DES PENALITES.....	21
ARTICLE 11 : RESILIATION DU MARCHE	23
ARTICLE 12 : REGLEMENT DES LITIGES	24
ARTICLE 13 : DISPOSITIONS DIVERSES.....	25
13.1 : OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....	25
13.2 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	25
13.3 : DROIT ET LANGUE, FORME DES NOTIFICATIONS	27
13.4 : CHANGEMENT AFFECTANT LE TITULAIRE	27
13.5 : FRAIS DE DEPLACEMENT	27
13.6 : ACCES AUX ETABLISSEMENTS – IDENTIFICATION	27
13.7 : PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	28
ARTICLE 14 : EXIGENCES EN MATIÈRE DE CYBER SÉCURITÉ	28
ARTICLE 15 : DISPOSITIONS DEROGATOIRES AU CCAG-FCS	29

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'entretien des locaux et de nettoyage des vitreries pour certains sites de l'ARS Nouvelle-Aquitaine. L'exécution des prestations s'inscrit dans le cadre d'une obligation de résultat eu égard au niveau de qualité des prestations précisé par l'acheteur dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

Les lieux d'exécution des prestations sont précisés dans le CCTP et ses annexes.

Marchés réservés

En application des articles L.2113-12 et R.2113-7 du Code de la Commande Publique, les lots de prestations d'entretien des locaux (lots 1 à 7) sont réservés à des entreprises adaptées mentionnées à l'article L.5213-13 du Code du Travail, à des établissements et services d'aide par le travail mentionnés à l'article L.344-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles ainsi qu'à des structures équivalentes, lorsqu'ils emploient une proportion minimale fixée à 50%, de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

1.2 : Allotissement

Les prestations du marché sont décomposées en **11 lots**, comme suit :

- Lot 1 Prestations d'entretien des locaux de la Délégation Départementale de la Charente (16)
- Lot 2 Prestations d'entretien des locaux de la Délégation Départementale de la Creuse (23)
- Lot 3 Prestations d'entretien des locaux de la Délégation Départementale de la Dordogne (24)
- Lot 4 Prestations d'entretien des locaux de la Délégation Départementale des Landes (40)
- Lot 5 Prestations d'entretien des locaux de la Délégation Départementale des Deux-Sèvres (79)
- Lot 6 Prestations d'entretien des locaux du site de la Haute-Vienne (87) Bâtiments A et B
- Lot 7- Prestations d'entretien des locaux du site de la Gironde (33)
- Lot 8 - Prestations de nettoyage des vitreries du site de la Haute-Vienne (87)
- Lot 9 - Prestations de nettoyage des vitreries du site de la Gironde (33)
- Lot 10 Prestations de nettoyage des vitreries de la Délégation Départementale des Landes (40)
- Lot 11 Prestations de nettoyage des vitreries de la Délégation Départementale des Deux-Sèvres (79)

1.3 : Forme du marché

Les prestations de nettoyage des vitreries seront traitées à prix global et forfaitaire (lots 8 à 11).

Les prestations d'entretien des locaux (lots 1 à 7) seront traitées à prix mixte, comme suit :

- Les prestations récurrentes seront traitées à prix global et forfaitaire sur la base de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) de chaque lot,
- Les prestations ponctuelles seront traitées à prix unitaires sur la base du Bordereau des Prix Unitaires (BPU). Ces prestations seront commandées dans le cadre d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire en application de l'article L2125-1 du Code de la Commande Publique sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 23 000 euros H.T. pour l'ensemble des lots.

Ce montant maximum annuel est défini par lot, comme suit :

Désignation du lot	Montant maximum annuel en euros HT
Lot 1 - Prestations d'entretien des locaux de la Délégation Départementale de la Charente (16)	3 000,00
Lot 2 - Prestations d'entretien des locaux de la Délégation Départementale de la Creuse (23)	3 000,00
Lot 3 - Prestations d'entretien des locaux de la Délégation Départementale de la Dordogne (24)	3 000,00
Lot 4 - Prestations d'entretien des locaux de la Délégation Départementale des Landes (40)	3 000,00
Lot 5 - Prestations d'entretien des locaux de la Délégation Départementale des Deux-Sèvres (79)	3 000,00
Lot 6 - Prestations d'entretien des locaux du site de la Haute-Vienne (87) Bâtiments A et B	3 000,00
Lot 7 - Prestations d'entretien des locaux du site de la Gironde (33)	5 000,00

1.4 : Durée du marché et modalités de reconduction

Le marché est conclu, pour une période initiale de 12 mois à compter de la date prescrite dans sa notification.

Le présent marché est reconductible. Il pourra être reconduit de manière tacite au maximum trois fois par période de 12 mois, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 4 ans.

Le titulaire ne pourra s'opposer à la reconduction du marché par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur pourra mettre fin au marché au plus tard 3 mois avant l'expiration de chaque période et en informera le titulaire par tout moyen permettant de conférer date certaine. Cette non-reconduction ne donnera lieu à aucune indemnité et n'aura pas à être motivée.

Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, les commandes pourront être passées dans les limites et selon les modalités contractuelles pendant la durée du préavis.

1.5 : Prestations similaires

Dans le cas où la réalisation de prestations similaires serait nécessaire, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre en œuvre l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique. Ainsi, il pourra être conclu un marché similaire avec le titulaire du présent marché, la prise en compte de cette hypothèse ayant été envisagée dans le calcul des seuils de publicité et de mise en concurrence du présent marché. La durée pendant laquelle ce nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser trois ans.

1.6 : Clause de réexamen

1.6.1 : Sans qu'il soit besoin de l'acter contractuellement

En application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié sans qu'il soit besoin de l'acter contractuellement quel que soit le montant de la modification dans les cas ci-après énumérés.

1. Modifications internes à l'entreprise

Le présent marché pourra être modifié, après transmission des justificatifs par le titulaire et après silence gardé par le pouvoir adjudicateur au-delà de 5 jours ouvrés à compter de leur réception, sans qu'il soit besoin de l'acter contractuellement dans les circonstances suivantes :

- Changement de la dénomination sociale du titulaire ou de l'un des membres du groupement

En cas de changement de dénomination sociale intervenant en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de communiquer au pouvoir adjudicateur une pièce attestant de ce changement de dénomination. Cette pièce sera annexée à tout document (demande de paiement, etc...) qui ferait apparaître ce changement de dénomination. En cas de groupement, cette clause est applicable si le changement concerne l'un quelconque de ses membres.

- Changement des coordonnées bancaires du titulaire ou de l'un des membres du groupement

En cas de changement des coordonnées bancaires intervenant en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'en informer le pouvoir adjudicateur et de lui communiquer un nouveau relevé d'identité bancaire (« RIB »). Ce nouveau RIB annule et remplace le précédent RIB et devient contractuel. En cas de groupement, cette clause est applicable si le changement concerne l'un quelconque de ses membres.

- Changement d'adresse électronique générique

En cas de changement d'adresse électronique générique où le titulaire souhaite recevoir les communications intervenant au cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de communiquer au pouvoir adjudicateur sans délai cette nouvelle adresse.

- Changement d'adresse du titulaire ou de l'un des membres du Groupement

En cas de changement de l'adresse du siège social ou de l'établissement, le titulaire est tenu de communiquer au pouvoir adjudicateur une pièce attestant de ce changement. En cas de groupement, cette clause est applicable si le changement concerne l'un quelconque de ses membres.

Ce changement ne saurait avoir pour effet de modifier les autres caractéristiques du marché et notamment les prix ou les délais du marché.

2. Offres promotionnelles

Au cours du marché, les prix des produits et prestations pourront temporairement évoluer à la baisse (ou donner lieu à des gratuités) dans le cadre d'offres de prix promotionnelles, à l'initiative du titulaire.

Le titulaire adresse alors le tarif promotionnel au pouvoir adjudicateur par tout moyen lui permettant de lui donner une date certaine, et toutes les précisions utiles : notamment la durée de validité de la

promotion et la désignation précise des produits et prestations concernés (référence, libellé...). Ce tarif promotionnel consiste en une modification, au sens de l'article R.2194-1 du Code de la Commande publique.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché public sont à nouveau en vigueur. La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion. La facture intégrant des prix promotionnels fait explicitement référence au tarif promotionnel (remise importante, gratuité).

3. Prix révisé

Le bordereau de prix révisé n'a pas à faire l'objet d'un avenant.

1.6.2 : Modifications devant être actées contractuellement :

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le marché peut être modifié quel que soit le montant de la modification dans les cas ci-après énumérés.

Il est précisé que le titulaire ne peut en aucune manière prendre prétexte de l'existence des présentes clauses de réexamen, pour formuler quelque réclamation financière.

1. Contraintes sanitaires

Les prix sont établis dans les conditions de contraintes sanitaires connues au moment de la conclusion du contrat.

Dans le cas où les contraintes sanitaires seraient renforcées et auraient pour conséquence une modification significative des modalités d'exécution du marché, entraînant une mise en œuvre de moyens supplémentaires non prévus au contrat initial et représentant une charge manifestement excessive pour le titulaire.

Seul le pouvoir adjudicateur a le pouvoir de décider si les modifications présentent des incidences techniques et financières sur l'exécution des prestations objet du marché et de décider de mettre en œuvre la présente clause de réexamen.

Le cas échéant, les modifications sont actées par voie d'avenant ou, à défaut d'accord entre les parties, de manière unilatérale par le pouvoir adjudicateur conformément à l'article L.2194-1 du Code de la commande publique, étant précisé que ces modifications ne sauraient être d'une ampleur telle qu'elles conduiraient à modifier la nature globale du marché, son équilibre ou son champ d'application.

2. Modifications de superficies

Si le pouvoir adjudicateur souhaite modifier, définitivement ou ponctuellement, la surface à traiter sur un site indiqué dans le CCTP et ses annexes en cours de marché, il en informe le titulaire au moins 2 mois avant le début de la prise en charge de ces modifications.

La modification apportée à la superficie à traiter (suppression ou ajout supérieurs à 10%) est calculée en tenant compte de la cadence définie selon la typologie de ces superficies.

Le montant forfaitaire du site sera recalculé en tenant compte des surfaces qui seront à traiter.

Le titulaire, sur demande du pouvoir adjudicateur, produit un mémoire informatif de l'impact des modifications sur l'exécution de son contrat.

Le cas échéant, les modifications sont actées par voie d'avenant ou, à défaut d'accord entre les parties, de manière unilatérale par le pouvoir adjudicateur conformément à l'article L.2194-1 du Code de la commande publique, étant précisé que ces modifications ne sauraient être d'une ampleur telle qu'elles conduiraient à modifier la nature globale du marché, son équilibre ou son champ d'application.

3. Ajout de nouveaux sites

Dans le cas où l'acheteur souhaite ajouter un site à entretenir, il en informe le titulaire en lui donnant toute information utile à la réalisation de la nouvelle prestation.

Le titulaire est tenu de proposer dans un délai de quinze (15) jours de nouveaux tarifs à la hausse ou à la baisse.

Le titulaire, sur demande du pouvoir adjudicateur, produit un mémoire informatif de l'impact des modifications sur l'exécution de son contrat.

Le cas échéant, les modifications sont actées par voie d'avenant ou, à défaut d'accord entre les parties, de manière unilatérale par le pouvoir adjudicateur conformément à l'article L.2194-1 du Code de la commande publique, étant précisé que ces modifications ne sauraient être d'une ampleur telle qu'elles conduiraient à modifier la nature globale du marché, son équilibre ou son champ d'application.

4. Disparition d'indice sans indice de substitution

En cas de disparition d'un indice de révision de prix, dans le cas où aucun indice de substitution n'est préconisé, un nouvel indice est choisi d'un commun accord entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire.

Le cas échéant, les modifications sont actées par voie d'avenant.

Si, passé un délai d'un (1) mois à compter de la disparition de l'indice, aucun accord n'est trouvé, l'indice choisi par le pouvoir adjudicateur s'impose.

5. Réorganisation des sites sur lesquelles sont réalisées le nettoyage et entretiens des locaux

À l'appui de sa note méthodologique, le titulaire a proposé une organisation particulière qui a été contractualisée. S'il souhaite modifier l'organisation des sites sur lesquels il intervient, le titulaire doit en informer le pouvoir adjudicateur au moins trois (3) mois à l'avance en transmettant son projet de réorganisation.

Si ces évolutions ne conduisent pas à remettre en cause de manière substantielle l'offre initiale du titulaire, le pouvoir adjudicateur en prend acte et ces modifications sont actées par voie d'avenant, étant précisé qu'en application de cette clause, le titulaire ne saurait prétendre à aucune modification des prix à la hausse, ni bénéficier d'un allongement des délais contractuels.

Dans le cas contraire, ces modifications sont refusées par le pouvoir adjudicateur et le titulaire doit maintenir l'organisation telle que définie dans sa note méthodologique.

ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

Pièces particulières :

1. L'acte d'engagement et ses annexes financières :
 - Annexe 1 - Bordereau de prix unitaires (BPU) pour tous les lots d'entretien des locaux (1 à 7)
 - Annexe 2 – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) pour chaque lot
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à tous les lots et ses annexes :
 - Annexe 1 – Plan d'Assurance Qualité ARS (PAQ)
 - Annexe 2 – Fiche technique des prestations de chaque lot
4. La note méthodologique du titulaire ;
5. Les bons de commande notifiés par le pouvoir adjudicateur ;
6. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs décisions modificatives postérieures à la notification du marché.

Pièces générales :

1. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces contractuelles citées ci-dessus est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

Les exemplaires des pièces contractuelles du marché détenus par le pouvoir adjudicateur font seule foi.

Pièces à délivrer au titulaire du marché :

Le pouvoir adjudicateur fera parvenir une copie du marché par voie dématérialisée. La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-FCS, la notification ne comporte pas systématiquement toutes les pièces constitutives du marché. La date de notification est celle figurant sur l'accusé de réception.

Nantissement et cession de créance :

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande au pouvoir adjudicateur, accompagnée de la copie de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée s'il ne souhaite pas recevoir un certificat de cessibilité.

L'Acte d'Engagement complété ou un certificat de cessibilité complété et signé sera envoyé au titulaire en exemplaire unique par lettre recommandée. Il est à noter que le pouvoir adjudicateur ne sera pas, en cas de perte, autorisé à délivrer un duplicata de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

ARTICLE 3 : REPRISE DU PERSONNEL

Conformément à la Convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 et des avenants qui y sont rattachés, prévoyant les conditions de Garantie de l'emploi et de la continuité du contrat de travail du personnel en cas de changement de prestataire, le prestataire retenu s'engage à :

- La reprise de l'ensemble du personnel mis en place par le prestataire sortant (sauf cas où le précédent Titulaire a repris son personnel),
- Le maintien des acquis sociaux (salaires, conditions de travail, etc.) de ces personnels.

Obligation de transmission des éléments relatifs à la masse salariale nécessaires à la reprise du personnel en fin d'exécution du marché :

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de transmettre, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, et au minimum 6 mois avant l'échéance du marché, les éléments relatifs à la masse salariale du personnel exécutant les prestations sur le ou les site(s) concerné(s) et qui remplit les conditions de reprise posées à l'article 7 de la convention collective susvisée. Les informations à transmettre concernent le nombre de salariés à reprendre, le montant de la masse salariale globale, la nature des contrats à reprendre, les éventuels avantages acquis, l'expérience, l'ancienneté, le temps de travail, la qualification des agents et tout autre élément nécessaire à l'appréciation de la masse salariale. Les éléments transmis par le Titulaire sont anonymes et ne doivent en aucun cas comporter de données à caractère personnel.

ARTICLE 4 : DEVELOPPEMENT DURABLE - DEMARCHE SOCIO-RESPONSABLE

Dans une démarche de développement durable, les parties prenantes doivent favoriser le travail en journée et/ou continu dans l'objectif de réduire le temps partiel subi par les agents et afin d'atteindre 30 % des heures travaillées en journée et/ou en continu conformément aux dispositions du CCTP.

ARTICLE 5 : PRIX DU MARCHÉ

5.1 : Forme et caractère des prix

Concernant les prestations d'entretien des locaux (lots 1 à 7) :

Les prestations pouvant être commandées par l'acheteur sont de deux types :

- les prestations récurrentes traitées à prix global et forfaitaire sur la base de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) annexée à l'acte d'engagement,
- les prestations ponctuelles traitées à prix unitaires sur la base du Bordereau de Prix Unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement. Les prix unitaires du bordereau de prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

Concernant les prestations de nettoyage des vitreries (lots 8 à 11) :

Les prestations sont traitées à prix global et forfaitaire sur la base de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) annexée à l'acte d'engagement.

5.2 : Contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application du prix global forfaitaire stipulé dans la décomposition du prix global et forfaitaire ou par application des prix unitaires figurant dans le bordereau des prix unitaires.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations dont notamment toutes les fournitures et moyens nécessaires, et en ce compris toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, au transport et au séjour des personnes en charge de l'exécution du marché ainsi que les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Le titulaire certifie que les prix n'excèdent pas ceux pratiqués à l'égard de l'ensemble de sa clientèle dans des conditions similaires, en particulier en cas de prestations de services courants.

5.3 : Révision des prix

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG-FCS, **les prix sont révisibles** suivant les modalités fixées ci-après.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, soit **février 2025 (Mo)**.

Les prix des prestations (unitaires et forfaitaires) sont révisés **annuellement à la date anniversaire du marché**, par application de la formule suivante :

Prix révisé = Po x (I/Io)

Dans laquelle :

Po est le prix initial figurant dans les annexes financières de l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres dit mois M zéro (Mo).

I est la dernière valeur définitive connue de l'index Propreté - à la date prévue contractuellement pour la révision.

Io est la valeur définitive de l'index Propreté - au mois M zéro (Mo).

Précisions sur l'Index Propreté de référence : Après évaluation positive par les institutions de référence (DGCCRF & Insee), la FEP et les acteurs du Monde de la Propreté ont créé en octobre 2023 l'Index Propreté mesurant l'évolution des coûts des entreprises de Propreté réunies sous le code NAF principal 8121Z.

Le coefficient résultant du calcul de la formule de révision est arrondi au millième supérieur (soit par exemple : 1,00234 est arrondi à 1,002).

Le titulaire est à l'initiative de cette révision. Il appartient au titulaire de transmettre au pouvoir adjudicateur, par tout moyen permettant de donner une date certaine, au moins un mois avant la date anniversaire du marché les éléments de révision (indices utilisés et calcul des différents prix). En l'absence de réception dans ce délai des éléments sur la révision des prix, ceux-ci seront maintenus pour un an jusqu'à la date anniversaire suivante. Le pouvoir adjudicateur dispose de 15 jours calendaires après réception pour en vérifier et valider les éléments de calcul.

Clause butoir : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de limiter ou de s'opposer à une augmentation ainsi que de résilier le marché, si l'application des nouveaux tarifs devait conduire à une augmentation du prix supérieure à **5%** par an. Dans le cas d'une résiliation et afin de tenir compte des délais d'organisation d'une nouvelle consultation, la résiliation interviendra six (6) mois après la réception, par le titulaire, de la lettre de résiliation du marché. Pendant cette période, les prix de règlement du marché seront ceux de l'année du marché en cours.

ARTICLE 6 : MODALITÉS DE COMMANDE ET DE RÈGLEMENT DES PRESTATIONS

6.1 : Commandes

Conformément à l'article R2162-5 du code de la commande publique, les bons de commandes concernant les prestations ponctuelles d'entretien sont émis à compter du début d'exécution de l'accord-cadre et jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre sans toutefois que leur durée d'exécution ne puisse excéder quatre mois au-delà du terme de l'accord-cadre.

Les commandes sont matérialisées par un bon de commandes daté et signé par le représentant du pouvoir adjudicateur. Seuls les bons de commandes signés par le représentant du pouvoir adjudicateur sont valables. Le titulaire en accuse réception sans délai, la date de réception du bon de commande par le titulaire est le point de départ du démarrage du délai d'exécution des prestations désignées.

Les bons de commande sont transmis au fur et à mesure des besoins, et indiquent :

- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le numéro et la date du marché ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- La désignation des prestations à réaliser ;
- Le lieu et la date (ou délai) d'exécution des prestations ;
- L'adresse de facturation ;
- Le montant total H.T. de la commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total T.T.C. de la commande.

Modification du bon de commande :

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur pourra modifier les prestations objets du bon de commande correspondant. Le pouvoir adjudicateur émet alors un bon de commande complémentaire qui comporte les mentions visées ci-dessus rectifiées. Dans l'hypothèse où le complément entraîne une réduction du champ d'intervention du titulaire et qu'elle est directement et exclusivement imputable au pouvoir adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commande correspondant jusqu'à l'ordre de complément effectué, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Dans les autres cas, le complément ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part de la personne publique.

Suspension du bon de commande :

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut en suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur. A l'expiration de cette durée, le pouvoir adjudicateur peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant sur la poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

Interruption du bon de commande :

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut en interrompre l'exécution. Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable au pouvoir adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commande correspondants jusqu'à l'ordre d'interruption, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité. Dans les autres cas, l'interruption d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

6.2 : Modalités de règlement

6.2.1. Dispositions générales

S'agissant des prestations d'entretien ponctuelles traitées à prix unitaires, la facturation sera effectuée après la réalisation des prestations demandées dans chaque bon de commande. La facture reprendra le descriptif des prestations effectuées sur la base duquel le montant à payer est établi. Elle mentionnera également le détail des prix unitaires et les références du bon de commande.

S'agissant des prestations d'entretien récurrentes et des prestations de nettoyage des vitreries traitées à prix global et forfaitaire, la facturation sera effectuée mensuellement à terme échu.

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

Conformément aux dispositions de l'article R.2192-10 du Code de la commande publique, le délai ouvert pour procéder au paiement des sommes dues au titre du présent marché est de 30 jours pour les pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices au plus à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date de réception des prestations concernées si celle-ci est postérieure à la date de facturation. Le titulaire mentionne sur la facture la date présumée d'exigibilité du paiement.

Passé ce délai, les intérêts moratoires courent de plein droit au profit du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = \frac{M \times J \times T}{365}$$

Dans laquelle :

IM = le montant des Intérêts Moratoires ;

M = le montant TTC de la facture ;

J = le nombre de Jours de retard.

T = taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Au montant calculé en application de cette formule, s'ajoute une indemnisation forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement.

6.2.2. Modalités de facturation

Concernant les modalités de facturation électronique des prestations, outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- Les références du marché ;
- Les références du bon de commande le cas échéant ;
- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établies dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le taux établi à l'acte d'engagement ;
- Le montant total hors taxe des sommes recouvrées.

Concernant les modalités de transmission des factures et conformément à l'article L.2192-1 du Code de commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose au titulaire et à ses sous-traitants admis au paiement direct.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

En outre, la transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions du Code de la commande publique et notamment celles des articles D.2192-1, D.2192-2 et R.2192-3 à R.2192-10 ainsi que de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique

Le titulaire et sous-traitants ont plusieurs possibilités :

a) Envoyer la facture à partir d'un système tiers :

- par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;

- en utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail _ers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet afin de soit :

- déposer ses factures sur le portail Chorus Pro ;
- saisir sa facture directement sur le portail Chorus Pro.

L'accès au portail Chorus Pro se fait à partir du lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Une aide au dépôt des factures via le site Chorus Pro est disponible via le lien suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/deposer-une-facture-unitaire-ou-par-lot-2/#1522314752134-2110dbbb-1becb5d1-16c22add-8ea0dfd7-118a>

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le destinataire de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Le non-respect des modalités de transmission des factures décrites supra entraîne leur rejet par le pouvoir adjudicateur sans qu'il soit nécessaire de motiver ce rejet.

6.2.3. Paiement direct des sous-traitants

Conformément à l'article R 2193-10 du Code de la commande publique, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est supérieur ou égal à 600 € TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur est payé directement pour les prestations dont il assure l'exécution.

6.2.4. Règlement en cas de cotraitance

Par application de l'article 12.1.1 du CCAG-FCS, en cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Par application de l'article 12.1.2. du CCAG-FCS, en cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Par application de l'article 12.1.3. du CCAG-FCS, quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

6.2.5. Avance

Pour les prestations d'entretien récurrentes et nettoyage de vitrerie traitées à prix global et forfaitaire :

L'option retenue est l'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS.

Conformément aux articles R 2191-3 et R 2191-16 du Code de la commande publique, le titulaire a droit au versement d'une avance lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros H.T. et si le délai d'exécution des prestations est supérieur à 2 mois.

En application de l'article R 2191-7 du Code de la commande publique, le montant de cette avance est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois. Ce taux est porté à 30% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois, lorsque le titulaire du marché est une petite et moyenne entreprise (PME).

Le titulaire peut renoncer au versement de l'avance dans l'acte d'engagement.

Conformément aux articles R 2191-11 et R 2191-19 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Le remboursement de l'avance est terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui confiées au titre du marché.

Le montant de l'avance n'est pas affecté par la mise en œuvre de la clause de révision.

Pour les prestations d'entretien ponctuelles traitées à prix unitaires :

L'option retenue est l'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS.

Conformément aux articles R 2191-3 et R 2191-16 du Code de la commande publique, le titulaire a droit au versement d'une avance lorsque le montant initial du bon de commande est supérieur à 50 000 euros H.T. et si le délai d'exécution des prestations est supérieur à 2 mois.

En application de l'article R 2191-7 du Code de la commande publique, le montant de cette avance est fixé à 5% du montant toutes taxes comprises du bon de commande. Ce taux est porté à 30% du montant toutes taxes comprises du bon de commande, lorsque le titulaire du marché est une petite et moyenne entreprise (PME).

Le titulaire peut renoncer au versement de l'avance dans l'acte d'engagement.

Conformément aux articles R 2191-11 et R 2191-19 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises de la commande. Le remboursement de l'avance est terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises de la commande.

Le montant de l'avance n'est pas affecté par la mise en œuvre de la clause de révision.

En cas de sous-traitance

Conformément aux articles R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, à sa demande, au sous-traitant admis au paiement direct.

Le montant de cette avance est calculé selon les mêmes modalités que pour le titulaire, sur la base du montant des prestations qui lui sont confiées tel qu'il figure dans l'acte spécial. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que celles prévues pour le titulaire.

6.2.6. Monnaie

Le titulaire est informé que le marché est conclu dans l'unité monétaire de l'EURO. Les commandes et les factures sont libellées dans l'unité monétaire susmentionnée.

ARTICLE 7 : REGLES DE SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article L.2193-4 du Code de la commande publique, le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations même pour un temps réduit qu'à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Pour chaque sous-traitant présenté postérieurement à la notification du marché, le titulaire doit adresser au pouvoir adjudicateur, un dossier de demande comprenant :

- Un acte spécial en utilisant l'imprimé DC4 (téléchargeable à <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou un document mentionnant la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, la raison ou la dénomination sociale ainsi l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant les modalités de variation des prix ; et comportant la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics, daté et signé par le titulaire et le sous-traitant ;
- les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant sur lequel le titulaire s'appuie ;
- les documents permettant d'établir qu'aucune cession ou nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L.2193-3 du Code de la commande publique, en cas de sous-traitance, le titulaire reste seul responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent marché. À ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du titulaire. Toute sous-traitance occulte peut être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute du Titulaire (Article 41.1.e. du CCAG-FCS).

ARTICLE 8 : ENGAGEMENTS ET RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

8.1 : Engagements du titulaire

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels.

Les charges sur lesquelles le titulaire s'est fondé pour établir sa proposition emportent engagement de sa part et, dès lors, elles peuvent être dépassées, si nécessaire, sans supplément de prix.

Le titulaire s'engage à satisfaire l'ensemble des obligations spécifiées dans les pièces contractuelles et notamment aux termes du présent cahier des clauses administratives particulières, du cahier des clauses techniques particulières et de ses annexes. Si le titulaire manque à ses obligations et/ou à ses engagements, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché conformément aux stipulations de l'article 9 et aux dispositions du CCAG-FCS.

Le titulaire s'oblige à maintenir les compétences techniques et fonctionnelles de ses personnels intervenant au titre du marché.

8.2 : Obligations du titulaire

Le titulaire est tenu à une obligation d'assister à la réunion préparatoire préalable à l'exécution des prestations conformément aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

Enfin, le titulaire a une **obligation de conseil et de mise en garde** en tant que professionnel du secteur. A cet égard, le titulaire est tenu d'identifier et d'alerter dans les délais les plus brefs, de toute difficulté ou événement perturbateur nécessitant une décision du pouvoir adjudicateur avec mise en évidence des enjeux, des risques, des solutions palliatives assorties d'une recommandation. Il doit également attirer l'attention du pouvoir adjudicateur sur toutes nouvelles obligations législatives ou réglementaires dans les domaines objet du marché.

8.3 : Responsabilité du titulaire

Le titulaire est responsable des dommages directs de toute nature qui pourraient être causés aux biens ou aux personnes dans le cadre de l'exécution de ce marché.

Il prend en outre à sa charge la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

8.4 : Assurance

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG FCS, avant notification du marché et tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande, sous peine de résiliation du marché en application de l'article 41.1.f du CCAG FCS.

8.5 : Le personnel

Les prestations sont effectuées sous la direction du titulaire qui doit se conformer strictement :

- aux prescriptions du Cahier des Clauses Administratives (CCAP) et aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes pour l'exécution des prestations,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

Les moyens humains affectés à l'exécution du présent marché et leur qualification, ainsi que les modalités d'organisation et d'exécution des prestations doivent se conformer aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes pour l'exécution des prestations.

8.6 : Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

ARTICLE 9 : SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

9.1 : Continuité du service

Le Titulaire s'engage à assurer la continuité du service face à la défaillance temporaire ou définitive de son personnel ou tout autre évènement conditionnant l'exécution de la prestation.

Le Titulaire prend toute disposition nécessaire pour palier la défaillance de son personnel.

Le titulaire s'engage à exécuter le service minimum dans le respect des stipulations du CCTP et de ses annexes.

Il s'engage à respecter le plan de continuité d'activité pour assurer ses engagements qu'il a précisé dans son offre (note méthodologique).

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui peuvent survenir entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire ne le dégagent de son obligation de réaliser dans les conditions et délais prescrits la ou les prestations objet du marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les conditions et délais prévus au marché ou sur un bon de commandes, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de passer commande auprès d'un autre prestataire, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût au titulaire défaillant, suivant les modalités fixées à l'article 45 du CCAG-FCS.

9.2 : Information sur le suivi du marché

Le pouvoir adjudicateur est fondé à demander au titulaire, à tout moment, la communication de toute information relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution du marché conformément aux stipulations du CCTP. Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation.

Le titulaire propose dans son offre les éléments qu'il s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur dans ce cadre.

9.3 : Modalité générales de vérification – décisions du pouvoir adjudicateur

9.3.1 : Vérification

Des opérations de vérification portant sur la qualité des prestations seront destinées à constater que celles-ci répondent aux spécifications techniques.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS les vérifications quantitatives et qualitatives de l'exécution des prestations récurrentes et ponctuelle sont effectuées par le pouvoir adjudicateur ou son représentant conformément aux exigences du CCTP et de son annexe 1.

Elles consistent à vérifier **lors de l'exécution des prestations** la conformité des prestations au regard des clauses définies dans le CCTP et ses annexes et reprises dans la note méthodologique produite par le titulaire du marché lors de la remise de son offre.

9.3.2 : Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises par la personne publique dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

9.4 : Réunions et rapport d'exécution du marché

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché organisent des réunions dites de « coordination » conformément aux prescriptions dans le CCTP.

Ces réunions de coordination sont une occasion pour faire le point sur la réalisation du marché, les problèmes rencontrés et les solutions à apporter.

ARTICLE 10 : PENALITES

10.1 : Règles d'application des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités. Les pénalités s'appliquent dès le premier euro. Les pénalités prévues aux paragraphes précédents sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable ni invitation du titulaire à présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant cumulé des pénalités est plafonné à 20% du montant HT du marché.

Lorsque ce plafond est atteint, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire dans les conditions de l'article 11 du présent CCAP.

10.2 : Tableau des pénalités

En complément des stipulations précédentes, en cas de non-respect de certains engagements contractuels, le Titulaire encourt les pénalités particulières listées ci-après. Concernant les pénalités de retard, celles-ci commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel de réalisation des prestations est dépassé.

Retard dans la mise en place des prestations imputable au titulaire	100 € par jour de retard jusqu'à mise en place effective des prestations
Retard dans l'exécution d'une prestation complémentaire ponctuelle demandée par l'acheteur	100 € par jour de retard jusqu'à exécution totale de cette prestation
Rupture de consommables	50 € par jour à compter du 1 ^{er} jour de constatation de la rupture et jusqu'à réception du consommable concerné
Refus du Titulaire de planifier les prestations en collaboration avec l'acheteur	100 € par refus
Non-respect des jours d'intervention prévus	100 € par jour de retard jusqu'à réalisation des prestations concernées
Absence de présence d'un événement imprévisible dans les 24 heures suivant sa survenance	100 € par absence
Non production d'un document demandé par l'acheteur alors que cette production est prévue dans le cadre du marché (ex : attestation d'assurance, plan de prévention, fiche de poste, protocole, liste des agents...)	50 € par jour de retard et par document jusqu'à réception dudit document

Constat (contradictoire) d'une absence d'un agent entraînant la non-réalisation des prestations (à obligation de moyen) dans la journée.	100 € par absence
Utilisation de produits non validés	50 € par cas constaté
Utilisation de matériels ou équipements non validés par l'acheteur	50 € par cas constaté
Entreposage de sacs à déchets dans les locaux non prévus à cet effet et circulations	50 € par sac
Non transmission de la liste actualisée du personnel par site	50 € par jour de retard à compter de la demande écrite de l'acheteur jusqu'à réception de cette liste
Introduction d'un tiers non-autorisé	100 € + retrait de la personne concernée et remplacement de celle-ci
Absence non justifiée du Titulaire aux réunions de suivi définies dans le CCTP	100 € par absence
Détérioration des équipements ou locaux appartenant à l'acheteur	Remplacement à l'identique ou paiement des frais de remise en état
Non transmission des données relatives au personnel à reprendre (masse salariale), dans le délai de 6 mois avant la fin du marché	200 € par demande de l'acheteur

Refus d'élaborer et/ou de signer le plan de prévention des risques dans la période de mise en place du marché	100 € par jour de retard après la date de démarrage des prestations jusqu'à signature du plan
Non-conformité des factures ou des bons de livraison, changement références sans accord du pouvoir adjudicateur	20 € par document non conforme
Absence d'acquittement des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail	10% du montant forfaitaire du lot concerné dans la limite des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail

ARTICLE 11 : RESILIATION DU MARCHE

Les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG-FCS sont applicables sous les réserves suivantes.

Résiliation pour faute

Outre, les cas énumérés à l'article 41 du CCAG-FCS, le marché peut être résilié par le pouvoir adjudicateur pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- Défaut de production des pièces prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du Code du travail ;
- Absence, inadaptation ou insuffisance de moyens mis en œuvre pour la réalisation des prestations ;
- Manquement au principe d'intégrité, d'indépendance ou d'impartialité du titulaire ;
- Non-respect des clauses du marché ;
- Inexécution ou exécution défectueuse répétée et constatée et notifiée ;
- Modifications importantes sur les moyens mis en œuvre entraînant des conséquences graves sur l'exécution du marché ;
- Violation de la clause de confidentialité ;
- Non prise en compte des évolutions d'ordre réglementaire ;
- Non-respect des stipulations applicables en matière de règlement des cotraitants (article 4.2.5) notamment en l'absence de décomposition des demandes de paiement en autant de parties que de membres du groupement.

Une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution d'au moins quinze (15) jours est préalablement notifiée au titulaire. Le pouvoir adjudicateur informe dans ce cadre le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation est prononcée et notifiée au titulaire si la mise en demeure est infructueuse. Elle prend effet au jour de sa notification ou à la date fixée dans la décision.

La résiliation du marché pour faute ne donne lieu au versement d'aucune indemnité pour le titulaire. La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

Conformément aux articles 45 du CCAG-FCS et 9.1 du CCAP, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution des prestations, soit en cas de résiliation pour faute le mentionnant expressément.

L'exécution aux frais et risques du titulaire et les pénalités ne peuvent être appliquées simultanément au même manquement.

Résiliation pour motif d'intérêt général

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché pour tous les cas motivés par l'intérêt général après un préavis d'une durée, sans urgence ou accord entre les parties, de trois (3) mois.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation du marché pour un motif d'intérêt général ne donne lieu au versement d'aucune indemnité pour le titulaire.

Résiliation pour événements liés ou extérieurs au marché

Outre les cas visés aux articles 39 et 40 du CCAG-FCS, le marché peut être résilié sans préavis par le pouvoir adjudicateur dans les cas suivants :

- en application de la clause butoir prévue à l'article 5.3 du présent CCAP, si la mise en œuvre de la clause de révision des prix conduit à une variation à la hausse supérieure à 5 % par an ;
- en cas d'application de l'article L. 2195-6 du Code de la commande publique, si l'exécution du marché ne peut être poursuivie sans une modification contraire aux dispositions du Code de la commande publique.

La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

La résiliation prend effet au jour de sa notification au titulaire ou à la date fixée dans la décision.

ARTICLE 12 : REGLEMENT DES LITIGES

Il sera fait application des dispositions de l'article 46 du CCAG FCS.

Pour le règlement des litiges, il sera fait application de l'article R2197-1 du code de la commande publique.

Selon son ressort territorial, le Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable (CCIRA) compétent est :

Comité consultatif interrégional de règlement à l'amiable des litiges
103 bis rue Belleville
BP 952
33063 Bordeaux Cedex
Téléphone : +33 5 56 69 27 45

Les litiges ne trouvant pas de solution amiable relèvent du :

Tribunal administratif de Bordeaux
9 rue Tastet
CS 21490
33063 Bordeaux cedex
Tél +33 5 56 99 38 00
Fax + 33 5 56 24 39 03
Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 13 : DISPOSITIONS DIVERSES

13.1 : Obligation de confidentialité

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché public, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de l'acheteur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

13.2 : Protection des données à caractère personnel

Le titulaire devra satisfaire aux dispositions du Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGPD), entré en vigueur le 25 mai 2018 et de la Loi n° 2018-493 relative à la protection des données personnelles. Le RGPD s'inscrit dans la continuité de la loi française Informatique et Libertés de 1978 établissant des règles sur la collecte et l'utilisation des données sur le territoire français.

Le titulaire agit en qualité de sous-traitant au sens de l'article 4 du Règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016. Il est expressément stipulé entre les parties que l'acheteur demeure le responsable du traitement.

À ce titre, chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché public.

Le titulaire s'engage à mettre en place les procédures nécessaires pour en assurer la confidentialité et la plus grande sécurité des données à caractère personnel, de la même façon que pour les données à caractère personnel qui relèvent de ses propres traitements. Le titulaire mettra en œuvre les mesures techniques et d'organisation appropriées pour protéger les données à caractère personnel contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisés, notamment dans le cadre de la transmission de données dans un réseau, ainsi que contre toute autre forme de traitement illicite.

Le titulaire s'engage à utiliser ces données uniquement sur instructions de l'acheteur et uniquement dans le cadre de l'exécution du présent marché public.

Le titulaire s'engage à ne pas réutiliser, céder ou mettre à disposition des tiers, même à titre gratuit, pour quelque cause que ce soit, les données personnelles qu'il serait amené à traiter pour le compte de l'acheteur au titre du marché public.

Le titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Le titulaire peut faire appel à un autre sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Le responsable de traitement dispose d'un délai minimum de 10 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Dans le cadre des prestations, le titulaire s'engage à ne recueillir, à n'utiliser et à ne conserver que les données à caractère personnel strictement nécessaires à la réalisation des prestations.

Le titulaire s'engage à effacer les données à caractère personnel de l'ensemble des serveurs, y compris de l'infrastructure de sauvegarde, dès lors que le terme de conservation spécifié par l'acheteur est atteint.

Sans limiter la portée des obligations du titulaire au titre du présent marché public, le titulaire doit s'assurer que lui-même et ses employés s'obligent à :

- ✓ notifier rapidement à l'acheteur toute faille aux mesures de sécurité techniques et organisationnelles ;
- ✓ permettre à l'acheteur d'accéder aux locaux et aux archives du titulaire dans le but d'inspecter, tester et contrôler les mesures de sécurité technique et organisationnelle mises en place par le titulaire ou les sous-traitants éventuels, et mettre en œuvre toutes les instructions de l'acheteur telles que notifiées au titulaire qui ont pour but de veiller à la conformité des mesures de sécurité technique et organisationnelle avec les lois de protection des données à caractère personnel.

13.3 : Droit et langue, forme des notifications

Le droit français est seul applicable.

Tous les échanges tant écrits qu'oraux dans l'exécution de ce marché doivent être effectués dans la langue française.

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai est faite :

- soit directement au titulaire, ou à son représentant, contre récépissé ;
- soit par échanges dématérialisés via la plateforme PLACE ou toute autre plateforme de dématérialisation choisie par le pouvoir adjudicateur selon les conditions d'utilisation de la plateforme ;
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

13.4: Changement affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le Pouvoir Adjudicateur de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- son adresse bancaire ...

et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K-Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un R.I.B. ou un R.I.P.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. Le paiement des factures sera suspendu tant que le Pouvoir Adjudicateur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification de la modification du contrat.

13.5 : Frais de déplacement

Il n'est versé ni frais de transport, ni frais de séjour au titre du présent marché.

13.6 : Accès aux établissements – Identification

Les personnels du titulaire ou ses préposés et sous-traitants ont accès aux locaux qui doivent être contrôlés et désignés par le pouvoir adjudicateur sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

13.7 : Pièces et attestations à fournir en cours d'exécution

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

Les certificats fiscaux et sociaux légalement exigibles sont transmis avant notification de l'accord-cadre. Seuls les certificats sociaux sont par la suite mis à disposition tous les 6 mois, les certificats fiscaux n'étant pas exigible durant l'exécution du marché.

Si le titulaire recourt, en cours d'exécution du marché, à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation de l'accord cadre et/ou du bon de commande à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un (1) mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Des pénalités peuvent être appliquées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

Les pièces et attestations sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'ARS Nouvelle-Aquitaine à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

ARTICLE 14 : EXIGENCES EN MATIÈRE DE CYBER SÉCURITÉ

Les clauses du cahier des clauses simplifiées de cyber sécurité (arrêté du 18 septembre 2018) sont applicables au présent marché. Le Titulaire s'engage à les respecter et veille à leur respect en cas de sous-traitance.

Ce clausier est consultable sur le lien suivant :

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2018/9/18/ECOP1825228A/jo/texte/fr>

ARTICLE 15 : DISPOSITIONS DEROGATOIRES AU CCAG-FCS

Les dispositions suivantes du présent CCAP dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 :

Articles dans lesquels figurent des dérogations au CCAG-FCS	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé totalement ou partiellement
CCAP : article 2	Article 4.1
CCAP : article 5.3	Article 10.1
CCAP : article 8.4	Article 9
CCAP : article 9.3.1	Article 28
CCAP : articles 10.1	Articles 14.1.3, 14.1.2 et 14.1.1
CCAP : article 11	Article 42

FIN DU DOCUMENT

